

L'activité économique a tourné à 95 % de son niveau d'avant-crise en août

 lesechos.fr/economie-france/conjoncture/lactivite-economique-a-tourne-a-95-de-son-niveau-davant-crise-en-aout-1240292

8 septembre 2020

L'Insee pointe toutefois « le risque d'un choc de demande » dans les prochains mois sur l'économie française, alors que le plan de relance du gouvernement est plutôt focalisé sur l'offre. Le PIB de la France reculerait d'environ 9 %, anticipe-t-il comme précédemment.



Le rebond de l'activité depuis mai est en partie mécanique, notamment en ce qui concerne la consommation, qui a dépassé, dès juin, son niveau du début d'année. (Philippe Lopez/AFP)

Par Guillaume de Calignon

Publié le 8 sept. 2020 à 8:13 Mis à jour le 8 sept. 2020 à 8:50

Le rebond de l'activité économique s'est poursuivi cet été, mais un peu moins vite qu'à la fin du printemps. Dans une étude publiée ce mardi matin, l'Insee indique ainsi que « l'économie française aurait fonctionné en août à environ 95 % de son niveau d'avant-crise ». Pendant le confinement, le tissu productif français tournait à moins de 70 % de ses capacités. En juin, l'activité était restée inférieure de 9 % à son niveau de la fin 2019 et, en juillet, elle était plus basse de 7 % environ de ce qu'elle était avant la pandémie de Covid-19.

Sur l'année 2020, le PIB de la France reculerait d'environ 9 %, prévoit l'Insee, comme prévu précédemment. C'est moins que ce qu'attendait le gouvernement en juin. L'exécutif tablait alors sur une chute de 11 %.

Rebond mécanique

Mais l'Insee reste prudent. Le rebond de l'activité depuis mai est en partie mécanique, notamment en ce qui concerne la consommation, qui a dépassé, dès le mois de juin, son niveau du début d'année. En effet, les revenus des ménages ont été, en moyenne, relativement préservés pour l'instant du choc de la crise grâce à la mise en place de dispositifs de soutien par le gouvernement, comme l'activité partielle.

Covid-19 : un questions-réponses pour « guider » les entreprises

« *L'économie française aborde la rentrée comme un moteur qui serait tout à la fois bridé et dopé* », considèrent les économistes de l'Insee. Même allégées, les contraintes sanitaires continuent de peser sur l'offre, tandis que la demande risque d'être affectée par les incertitudes sanitaires et économiques qui persistent. Le taux de chômage

pourrait atteindre 9,5 % de la population active en fin d'année, selon l'Insee. Dans un contexte où les politiques monétaires et budgétaires vont soutenir massivement l'activité économique.

Risque d'un choc de demande

L'Insee pointe aussi « *le risque d'un choc significatif de demande. Les entreprises sont nombreuses à craindre des pertes de débouchés* ». Pourtant, le plan de relance du gouvernement est focalisé sur l'offre, c'est-à-dire le soutien aux entreprises en difficulté financière.

Il agira plutôt à long terme sur les structures du tissu productif. Or, l'Insee met en avant des risques sur la conjoncture à court terme, comme celui que l'épargne que les ménages ont été forcés d'accumuler pendant le confinement se transforme en épargne de précaution.

Guillaume de Calignon